Market News

Etudes Economiques & Stratégie

06/03/2020 08:52

Proches de la panique ?

Marchés Financiers

BOURSE AMERICAINE : Wall-Street a rechuté, à nouveau affectée par le Covid-19. La propagation de l'épidémie aux Etats-Unis, notamment avec l'annonce de l'état d'urgence en Californie, et dans le reste du Monde, ainsi que des estimations alarmantes d'impact de cette crise pour certains secteurs, comme l'estimation de l'IATA (63 à 113 Mds $ de perte de chiffre d'affaires pour le secteur aérien), ont fait rechuter brutalement les indices. L'indice S&P 500 a ouvert en baisse, à 3 076, et évolué autour des 3 050 pendant toute la matinée, mais il a ensuite baissé à nouveau, passant même brièvement sous les 3 000 points moins d'une heure avant la fin de la séance (2 999,83 au plus bas de séance), avant de clôturer à 3 024 (- 106 points), en baisse de 3,4%. Le Dow Jones a perdu 3,6%, à 26 121 (- 970 points). L'indice Nasdaq Composite a cédé 3,1%, à 8 739 (- 279 points). Le VIX a rebondi de 23,9%, à 39,62. Les investisseurs commencent à anticiper une chute de la consommation des ménages, notamment dans le secteur des loisirs et les transports, puis des annonces de licenciements des entreprises. Les chiffres de l'emploi, publiés par le BLS cet après-midi, seront regardés avec attention. Mais ils ne devraient pas être encore lourdement affectés par l'épidémie. Le pire est sûrement à venir…

VALEURS : Le rapport de l'IATA et les annonces de restrictions de déplacements de personnes ou d'annulations d'événements ont chuter les actions des compagnies aériennes : United Airlines a perdu 13,3%, American Airlines 13,2%, JetBlue de 10,8% et Delta 7,2%. Southwest Airlines (- 3,6%) a averti que son chiffre d'affaires du premier trimestre sera impacté à hauteur de 300 mlns $ par l'épidémie de coronavirus. Naturellement, Boeing (- 8,0%) pourrait être une victime indirecte des difficultés financières des compagnies aériennes. Les croisiéristes Carnival Corp (- 14,1%) et Royal Caribbean Cruises (- 16,1%) ont aussi été délaissé. Google (- 4,8%) a suivi l'exemple des autres géants du numérique en conseillant à ses employés de la région de Seattle de travailler de chez eux, tandis que de nouveaux cas ont été signalés dans les environs de New-York et de Los Angeles. Facebook (- 3,4%) a aussi annoncé la fermeture de ses bureaux à Seattle jusqu'au 9 mars. Le recul des taux longs a aussi lourdement affecté la valorisation des banques : Goldman Sachs a perdu 4,8% et JP Morgan Chase 4,9%. Par ailleurs, le distributeur alimentaire, Kroger (+ 8,1%), a annoncé des EPS ajustés en hausse de 18,8% à 57 cents, dépassant de deux cents le consensus, pour un chiffre d'affaires de 28,9 Mds $, en croissance de 2,3%, à périmètre constant et hors carburants. Pour l'exercice en cours, Kroger anticipe des EPS entre 2,30 et 2,40 $, un profit opérationnel entre 3,0 et 3,1 Mds $ et une croissance de son chiffre d'affaires (à périmètre constant et hors carburant) supérieure à 2,25%. Le fabricant de semi-conducteurs pour le stockage informatique et les télécoms Marvell Technology (+ 10,4%) a enregistré un bénéfice net de 1,77 Mds $, soit 2,62 $ par action, à comparer avec une perte nette de 260 mlns $ (- 40 cents par action), un an plus tôt. Le groupe enregistre une plus-value de 1,1 Md liée à la cession à l'activité connectivité Wi-Fi à NXP. Hors éléments exceptionnels, les EPS sont à 17 cents, soit un cent de mieux que les attentes. Le chiffre d'affaires a reculé de 3,6% à 717,67 mlns $, au-dessus des anticipations de 713 mlns $. Au premier trimestre, la société vise un bénéfice par action situé entre 11 et 17 cents, à comparer avec un consensus de 13 cents.

BOURSES AMERIQUE LATINE : Sans beaucoup de surprise, les bourses latino-américaines ont terminé la séance d'hier dans le rouge. Comme à Wall-Street, les investisseurs craignent que les conséquences d'une épidémie, qui s'étend de plus en plus hors de Chine, pèse lourdement sur l'activité économique mondiale et que les économies émergentes, notamment d'Amérique Latine en soient fortement affectées. La bourse de Bogota a étonnamment limité les dégâts, hier, avec un recul d'à peine 0,1%. Alors que l'économie péruvienne dépend beaucoup des matières premières minérales (et plus particulièrement du cuivre), l'indice général de la bourse de Lima n'a reculé que de 0,6%. Il est vrai qu'il s'agit de sa douzième séance de baisse sur les seize

dernières (depuis le 13 février)… L'IPSA chilien a perdu 1,0%, le Merval 1,3% et l'IPC mexicain 2,4%. De son côté, l'iBovespa a chuté de 4,7%, toutes les valeurs composant le principal indice de la bourse de Sao Paulo finissant dans le rouge. Alors que le réassureur IRB Brasil Resseguros a poursuivi sa descente aux enfers (- 16,2%, portant sa chute à 43,0% en deux séances et à 46,8% depuis le 27 février), les compagnies aériennes ont lourdement pesé sur l'indice Bovespa : Gol a chuté de 16,8% et Azul de 14,5%.

BOURSES ASIATIQUES : Comme partout dans le monde, les indices boursiers de la région Asie-Pacifique sont en nette baisse ce matin, les craintes des conséquences de l'extension rapide de l'épidémie de Covid-19 dans un nombre croissant de pays sur l'activité économique mondiale ont nettement augmenté ces dernières 24 heures. A Tokyo, le Nikkei 225 a terminé en baisse de 2,7%, seules cinq valeurs de l'indice restant dans le vert. Les sidérurgistes ont violemment reculé, Nippon Steel (- 7,5%) et Kobe Steel (- 7,3%) affichant les deux plus fortes baisses du Nikkei 225. Face à la poursuite de la forte baisse des taux d'intérêt dans le monde, les valeurs financières affichent une baisse de 3,9%, dont – 7,1% pour Nomura Holding. A Séoul, le Kospi a perdu 2,2%, avec des baisses de plus de 3% pour les secteurs de l'énergie et industriel. De son côté, la bourse de Sydney a chuté de 2,8%, seul le secteur des services de télécommunication échappant (mais de très peu : + 0,3%) à la baisse. Pour sa part, l'indice général de la bourse de Shanghai a fini en baisse de 1,2%, alors que, peu avant la clôture de la bourse de Hong-Kong, le Hang Seng cédait 2,3%, toutes les valeurs le composant étant dans le rouge…

CHANGES & OBLIGATAIRE : Sur le marché des changes, le billet vert a subi, hier, un nouvel accès de faiblesse, les cambistes commençant à anticiper une nouvelle baisse des taux directeurs du Fed lors de la réunion de son FOMC du 18 mars prochain. Si la Banque Centrale Européenne pourrait aussi annoncer de nouvelles mesures de soutien à l'économie lors de sa réunion de politique monétaire du 12 mars, elle dispose d'une marge de manœuvre beaucoup plus limitée. Les investisseurs préfèrent sanctionner le dollar. De plus, avec la hausse de la volatilité, certains investisseurs réduisent leur position à risque, financé par des crédits en euro. La réduction des « *carry trade* », avec un remboursement des emprunts en euros, fait forcément monter la devise européenne. A la clôture de Wall-Street, l'euro était en hausse de 0,6% face au billet vert, à 1,1206 $. Les devises comme le yen (+ 1,2% face au dollar et + 0,5% face à l'euro) et le franc suisse (+ 0,9% face au dollar et + 0,3 face à l'euro) profitaient pour leur part de leur statut de valeur refuge. Les obligations du Trésor américain continuent de jouer leur rôle de valeur refuge. Le taux à 10 ans est passé, pour la première fois, sous le seuil des 0,9% en séance. A la clôture de Wall Street, il était à 0,9222% contre 1,052% la veille.

PETROLE : Les cours du pétrole ont rechuté, hier, retombant au plus bas depuis 3 ans. Le cours du baril de WTI, sur son contrat d'avril, a perdu 1,9% à 45,90 $ tandis que le Brent, sur son contrat de mai, a cédé 2,2% à 49,99$. A l'issue de deux jours de réunion, l'OPEP a recommandé à ses membres et ses alliés de prolonger leur accord jusqu'à la fin 2020, et de réduire leur production commune de 1,5 million de barils supplémentaires par jour, pour faire face à la baisse de la demande liée à la crise du Covid-19, mais sous condition que la Russie se joigne à eux. Les pays de l'OPEP porteraient deux tiers de l'effort et leurs alliés le tiers supplémentaire. La Russie s'est jusqu'ici opposée à cette réduction supplémentaire et propose simplement de prolonger jusqu'à la fin du deuxième trimestre les réductions de production déjà appliquées depuis décembre par les pays de OPEP+ (2,1 millions de barils en moins). L'objectif est de réduire l'offre mondiale au total de 3,6 millions de barils, soit 3,6% des approvisionnements mondiaux. Mais, l'accord de la Russie est loin d'être acquis et la baisse de la demande mondiale, notamment chinoise, est actuellement nettement plus violente que ces coupes de production.

News clefs

Le président de la Fed de New York, John Williams, a répété que les fondamentaux de l'économie sont « *strong* » mais que le coronavirus aura un impact à court terme sur la croissance mondiale. La banque centrale à un rôle important à jour pour limiter l'impact sur l'économie du virus, notamment en surveillant la liquidité bancaire, et elle reste « *flexible and ready to make*

adjustments to ensure monetary policy is effectively implemented ». De son côté, le président de la Fed de Minneapolis considère que la baisse des taux de cette semaine est une « assurance » et qu'il faudra faire « plus » en cas d'impact important de l'épidémie sur la croissance. Neel Kashkari, considère toutefois, qu'à l'inverse, en cas d'impact limité, la banque centrale devra relever ses taux directeurs. Enfin, Robert Kaplan, président de la Fed de Dallas, estime que la banque centrale a « d'autres outils » pour encourager les banques à prêter à des entreprises en difficultés et que l'action du Fed ne se résume pas à ses décisions à son *FOMC* de mars. Il indique aussi que les hauts et les bas du marché boursier n'ont pas été pris en compte dans la décision de réduire les taux. Le but était d'éviter un durcissement des conditions financières par une politique monétaire plus accommodante. Discours étonnant de la part d'un banquier central, il indique aussi que la situation évolue si rapidement, que ce qui se passera dans trois jours pourrait changer son point de vue… on est loin de *forward guidance* pour guider les anticipations des agents économiques !

Focus Economique

ETATS-UNIS : COMMANDES MANUFACTURIERES

Les commandes manufacturières ont baissé de 0,5% au mois de janvier, pénalisées par une chute des commandes dans le secteur des équipements de transport (- 2,1% sur le mois avec – 19,6% dans les commandes dans l'aéronautique militaire et + 2,7% dans l'automobile). La hausse du mois de décembre est révisée à 1,9%, contre 1,8% en première estimation. Sur un an, les commandes stagnent. Les commandes de machines ont augmenté de 2,1% mais la demande pour les équipements électriques a diminué de 1,1%. Hors défense et aéronautique civile, les commandes ont baissé de 1,1%, mais celles de biens d'équipement (indicateur de l'investissement industriel) ont progressé de 1,1%. Le noyau dur des livraisons de biens d'investissement a augmenté de 1,0%. L'ensemble des livraisons de produits manufacturés a reculé de 0,5% sur le mois. Les stocks sont en baisse de 0,1%. Le ratio stocks sur ventes est resté stable à 1,40 mois.

Recherche économique et Stratégie

Christian Parisot
Head of Global Research
☎ 01 53 89 53 74
✉ cparisot@aurel-bgc.com

Jean-Louis Mourier
Economic Research
☎ 01 53 89 54 46
✉ jlmourier@aurel-bgc.com

Ce document peut être considéré comme un avantage non-monétaire mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considérée comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnes dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.
Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers.
Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com

Copyright © Aurel-BGC, 2020, Tous droits réservés.